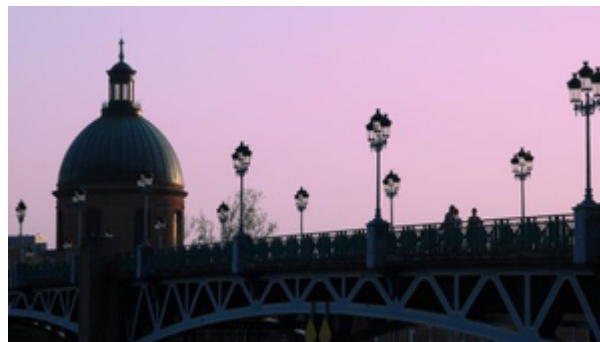


Récupérations et peurs toulousaines



Article rédigé par *Bernard Longepierre*, le 23 mars 2012

Peut-on instrumentaliser la souffrance ? Le meurtrier présumé étant dorénavant mort, nous ne saurons jamais avec certitude ce qui a motivé les assassinats toulousains.

Les réactions nombreuses de la communauté musulmane et celles de nos politiques sont significatives de la mauvaise conscience de la France vis-à-vis de sa communauté musulmane et de la posture de victime que celle-ci ne cesse d'adopter.

Ses portes paroles ont déclaré qu'ils craignaient la stigmatisation. Ils ont « partagé la douleur », pris leur distance. Mais aucun d'eux n'a condamné cet acte horrible de façon claire et déterminée.

Pour le recteur de la grande mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, il ne faut pas mélanger « la religion musulmane, à 99 % pacifique... et ces mini-petites franges de gens décidés à faire un mal atroce ». Le président de l'Association des travailleurs migrants de France (ATMF), Driss-El Kherchi, les défend d'une sorte de « culpabilisation » et ajoute : « On sait que l'on ne doit pas avoir ce sentiment, qu'on ne partage rien avec cette personne, mais on craint que cela ne soit l'occasion, pour certains partis, de nous taper dessus. ». Anouar Kbibech, le président du Rassemblement des musulmans de France (RMF) rappelle « que, pour un jeune qui bascule dans le terrorisme, des milliers basculent dans la citoyenneté ». Le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Mohammed Moussaoui a, affirmé que « cet individu (M. Merah) ne peut en aucun cas justifier ses actes par la religion musulmane ». Le Collectif contre l'islamophobie (CCIF), de son côté, craint que la campagne électorale ne « sombre dans l'hystérie islamophobe ». Cette association musulmane appelle à réfléchir, « comme les Norvégiens ont su le faire au lendemain de la tuerie d'Oslo, sur ce qui a pu, dans notre pays, conduire à une telle situation ». Il demande de « veiller à changer le climat de haine qui a mené à ce drame ». Pour le CCIF, la communauté musulmane ne doit pas « devenir la principale victime collatérale de ce drame ». Sur Oumma.com, un éditorial titre « Non à la terreur, non à l'islamalgame » et affirme que Mohamed Merah « ne représente que lui-même et une poignée de dangereux fanatiques ». L'animateur de Beur FM, Abdelkrim Branine, déclare « On est foutu ! ». Une peur partagée par Mesbah Miloud, coordinateur de plusieurs foyers où résident de vieux travailleurs migrants: « Beaucoup craignent de devenir des cibles. Or les foyers ne font pas l'objet de mesures de sécurité suffisantes, cela fait des années que nous les réclamons ».

Rare sont ceux comme l'imam de Bordeaux, Tarek Obrou, qui reconnaissent que ces « dérives » étaient « prévisibles ». « On connaît tous les profils violents dans nos mosquées, des fidèles qui frôlent les cas psychiatriques, passent de la délinquance à l'ultra-religiosité, sont en rupture familiale, sociale, religieuse », dit-il. « Malheureusement, le discours de certains religieux embarque des musulmans dans un rapport de force avec la société. ».

Beaucoup de musulmans affirment « dire non à la violence et à la haine ». Mais pourquoi leurs représentants les plus officiels ne condamnent-ils pas avec force et détermination de tels actes ?

Quant aux réactions de la classe politique, elle a évolué au fil de l'enquête non sans arrière-pensée politicienne

Avant la découverte de l'identité du coupable

Corinne Lepage, candidate écologiste pour 2012 : « L'utilisation de la haine en particulier contre les juifs, qu'elle vienne d'extrême droite ou gauche, doit être combattue. J'appelle à un retour au bon sens et au débat politique contre les invectives et les débats de surface car ceci est un acte fou qui semble indiquer une démente raciste et antisémite du ou des criminels, qu'il ne faut surtout pas instrumentaliser. »

Eva Joly, candidate écologiste, s'est dite choquée dès lundi matin. Elle est dorénavant plus bavarde, maintenant qu'elle suspecte la droite de vouloir récupérer l'affaire.

François Hollande, candidat socialiste : « C'est là qu'on voit un certain nombre d'esprits chavirés, bousculés par des thèses qui au départ n'ont l'air de rien lorsque l'on met en cause l'étranger, qui finissent par se retourner contre les Français eux-mêmes. »

Bernard-Henri Lévy, « philosophe » (sic) : « **Avis aux pyromanes de la défense d'une «identité nationale»** perçue comme une entité fermée, frileuse, nourrie au ressentiment et à la haine: c'est le contrat social que l'on assassine dans une tuerie de cette sorte; c'est la base même du vivre-ensemble qui, quand se déchaîne pareille folie, et si la réponse collective n'est pas unanime et foudroyante, vacille et se dérobe; il n'y a pas pire atteinte à notre culture, à l'âme de notre pays, à son Histoire et, au fond, à sa grandeur que le racisme et, ce matin, l'antisémitisme. »

François Bayrou, candidat du Modem : « Il y a, depuis trop longtemps, un climat qui se dégrade en France et la vie politique n'est pas étrangère à ce climat. »

Marine Le Pen, quant à elle, a fait le choix de la prudence tant que l'identité du coupable n'était pas connue.

Après la découverte de l'identité du coupable

Bernard Thibault, président de la CGT, mercredi soir : « Je relève que depuis ce matin Marine Le Pen relance à grand fracas son offensive pour tenter d'imposer les thèmes de l'immigration, de la sécurité, de l'islam, et de la peine de mort au centre de la campagne électorale » ; ou encore : « il n'est pas excessif de comparer ce phénomène à la montée du fascisme dans les années 30 en Europe ».

Dominique Sopo, président de SOS Racisme, mercredi soir : « Marine Le Pen, qui fait semblant de pleurer sur des victimes d'antisémitisme, dirige un parti qui a gardé vive la tradition d'antisémitisme. »

Laurent Wauquiez, actuellement ministre : « Il ne faut ni instrumentalisation caricaturale, ni fuite devant les questions qui se posent, comme l'existence de mouvements intégristes minoritaires et la question de la laïcité. »

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP : « Ce drame renforce notre totale détermination à continuer à lutter par tous les moyens contre la menace terroriste, mais aussi contre toutes les formes de fondamentalisme et d'intégrisme dont, malheureusement, certains au PS et chez les Verts ont si souvent nié la dangerosité. [...] Face à ce drame, j'invite François Hollande et ses alliés Verts à garder la dignité qui convient. »

L'ensemble de ces déclarations témoigne d'un déni généralisé de la réalité.

Les politiciens sont dans la justification et le dénigrement, les musulmans sont dans la peur. Or une partie des musulmans veut, je cite, « la charia pour la France » ; pour beaucoup d'entre eux, « la démocratie c'est l'hypocrisie » et le « sécularisme est la religion du diable ». Est-ce l'expression d'extrémistes ? Oui et non. Oui, car l'immense majorité des musulmans ne vient pas de cette islam-là. Non, car cet islam est dans le Coran, non de manière séminale, mais explicite. Un abîme nous sépare de l'Islam. Charles de Foucault écrivait déjà à René Bazin en 1916 que devenir français pour un musulman constituait « une sorte d'apostasie, un renoncement à la foi du Medhi ». L'Islam en raison de sa violence intrinsèque, de son mépris de la femme, de l'impossibilité de séparer pouvoir temporel et spirituel, est une religion totalitaire, potentiellement dangereuse, dont les premières victimes sont les musulmans eux-mêmes. Avec tout le respect dû aux musulmans, nous avons le devoir de critiquer l'Islam, sa doctrine et ses actes. Ce n'est pas être islamophobe

de le dire. Ce terme a été utilisé par les mollahs iraniens pour désigner les femmes iraniennes ne portant pas le voile. Il a été introduit en Europe par Tariq Ramadan. L'Islam, à la différence de nous chrétiens, refuse tout regard critique. Est-ce une raison pour ne pas l'oser ? La peur engendre la peur. Elle est des deux côtés. Comme l'a écrit Ayann Hisri Ali dans un livre « Nomade » publié aux Editions Robert Laffont cité par un de nos correspondants : « L'occident est devant l'urgente nécessité de contrer les tenants du djihad, les défenseurs de la guerre sainte, dans les cœurs et les esprits de ses populations immigrées. Il faut lui prodiguer une éducation visant à rompre le sortilège du Prophète infallible, à protéger les femmes des décrets oppresseurs du Coran et à promouvoir d'autres sources de spiritualité ». Un conseil que serait bien avisé de suivre notre classe politique, si préoccupée à se faire élire ou réélire.